

par **EDUARDO MACKENZIE***

Colombie :

les projets de la « République populaire » mis à mal

LA COLOMBIE EST LE THÉÂTRE d'une tentative de prise de contrôle communiste *sui generis* assez inhabituelle. Le soi-disant « processus de paix », c'est-à-dire les négociations secrètes à La Havane qui ont duré six ans et viennent de se terminer, entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et les chefs de la guérilla des Farc, est le moyen que ce mouvement armé illégal a trouvé pour imposer, à court terme, son hégémonie sur la société et sur l'État colombien.

Pendant ces années de « pourparlers », les Farc ont réussi à amener le président colombien à capituler devant leurs revendications. Santos a accepté de marchander les points qui font l'équilibre institutionnel et social de la Colombie. Ainsi, le « processus de paix » est devenu pour la plupart des Colombiens un cauchemar : car comme nous le verrons plus loin, les institutions démocratiques du pays, l'économie libérale, les libertés, sont en train d'être raccommodées et restructurées selon la vision marxiste et « bolivarienne » (lire castriste) des Farc, qui espèrent ainsi transformer le pays, sans le dire pour le moment, en une nouvelle « république populaire ».

Santos a réussi à convaincre certains chefs d'État en Europe et aux États-Unis que ces réformes apporteront paix et progrès. L'opposition parlementaire rétorquait, à juste titre, que ses concessions à un mouvement totalitaire comme celui des Farc, qui continuent à défendre leur programme stalinien et restent obsédées par la volonté de prendre le pouvoir afin d'instaurer « le socialisme », signifiait la fin du système démocratique colombien et générerait à long terme une nouvelle vague de violence en Colombie.

Sourd à ces arguments, Santos insistait sur le fait que la paix est la valeur suprême, au-dessus de toutes les autres^[1].

* Journaliste et écrivain.

1. Déclaration du président Santos le 3 décembre 2013.

http://wsp.presidencia.gov.co/Prensa/2014/Enero/Paginas/20140114_08-La-paz-debe-ser-el-valor-supremo-de-cualquier-sociedad-Presidente-Santos.aspx



Accord de cessez-le-feu bilatéral et définitif.
Cérémonie du 23 juin 2016 à La Havane, présidée par Juan Manuel Santos et Timoleon Jimenez.

La justice par exemple ; selon lui, il ne faut pas rechercher « une justice parfaite » car elle pourrait être « un obstacle à la paix »^[2]. Ou même la liberté de la presse : le 3 mars 2016, n'avait-il pas interdit la présence des médias lors des « journées de pédagogie de la paix » (en réalité, actes de propagande armée) que les Farc organisèrent dans diverses régions du pays, avec l'accord du gouvernement ?^[3]

À entendre Santos en tout cas, ceux qui s'opposaient aux concessions faites aux Farc étaient d'horribles « partisans de la guerre ». « La nôtre est une paix fondée sur les normes de la justice », rétorquait Oscar Ivan Zuluaga, président du principal parti d'opposition, le Centre démocratique, « afin d'assurer la protection des valeurs démocratiques, de manière stable et durable, très différente de la paix basée sur l'impunité ».

La fin des négociations à La Havane a eu lieu le 24 août 2016, quand Santos et les Farc ont annoncé être parvenus à un accord définitif sur un grand nombre de points en discussion. Santos a promis que les 34,8 millions de citoyens pourraient donner leur avis sur de tels accords, en votant OUI ou NON lors du plébiscite du 2 octobre. Ensuite il a mis à disposition de la presse un brûlot de 297 pages contenant les points de l'accord « de paix ».

2. Déclaration du 4 septembre 2016.

3. <http://www.colombia.com/actualidad/especiales/dialogos-de-paz/noticias/sdi282/135169/the-economist-informa-que-las-farc-tienen-33-billones-de-dolares>



23 juin 2016 à La Havane: Juan Manuel Santos (g.)
et le leader des Farc Timoleon Jimenez (dr.), dit Timochenko. Au centre, Raul Castro.

La révélation de ce document – qui confirme le capitulationnisme caractérisé de la manœuvre de Santos – a déclenché une vague de critiques dans tout le pays. L’opposition s’est enflammée contre ce texte tandis que le gouvernement et les médias qui lui étaient favorables saluaient cet accord comme une grande réussite.

Pourtant, Carlos Vivanco, directeur de Human Rights Watch, fut l’un des premiers à dénoncer l’accord. Selon lui, ce texte « garantit l’impunité de ceux qui ont commis des crimes de guerre et de lèse humanité dans le cadre du conflit armé », ce qui est interdit par le droit international humanitaire et la Convention de Genève. Il est inadmissible, dit-il, en résonance avec l’opposition colombienne, que les coupables de milliers de meurtres, de kidnappings et d’autres atrocités s’en sortent avec des peines symboliques comme faire « du travail social » dans les villages qu’ils ont martyrisés dans le passé.

The Wall Street Journal a critiqué aussi l’accord dans son éditorial du 28 août : « Si les Colombiens approuvent l’accord, la guérilla risque à long terme d’exploiter les concessions politiques pour miner la démocratie. Ils vont utiliser les tribunaux pour mettre en accusation, avec des fausses preuves, les membres de l’armée et de la police. [L’ancien président] Uribe a transformé l’armée en une force professionnelle avec l’aide des États-Unis, et les Farc vont vouloir l’affaiblir et la démanteler ».

Soutenus par une propagande officielle massive dans tous les médias, les partisans du OUI prirent rapidement la tête dans les sondages. Pourtant, vers le 15 septembre, le NON fit

un grand bond en avant. En une semaine, il avait gagné 10 points, passant de 28 % à 38 % selon le sondage publié par le quotidien *El Tiempo*. En même temps, le OUI perdait 10 points, retombant de 65 % à 55 %, et le NON l'emportait dans trois des six régions de la Colombie.

La montée spectaculaire du NON ne signifiait pas que les Colombiens s'opposaient à la paix. C'est à «la paix de Santos» qu'ils s'opposaient. Parmi eux, se trouvaient les membres du Centre démocratique. Le sénateur Alvaro Uribe, leader incontesté des partisans du NON, avait signé une lettre conjointe avec son prédécesseur, le conservateur Andrés Pastrana, pour défendre le NON au plébiscite. Tous deux critiquaient le fait que Santos ait décidé de signer à Cartagena de Indias l'accord avec les terroristes et en présence d'invités étrangers, le 26 septembre, une semaine avant le plébiscite, c'est-à-dire avant l'approbation ou improbation populaire de l'accord. Les deux anciens présidents qualifiaient une telle décision d'abusives et de pression en faveur du OUI.

Uribe et Pastrana concluaient : «La participation de gouvernements et d'autorités civiles et ecclésiastiques étrangers [...] affectera directement la liberté des électeurs». Par conséquent, ils priaient les chefs d'État et les gouvernements étrangers et leurs délégués, ainsi que des dignitaires étrangers et des organisations multilatérales, de «ne pas venir à Cartagena, car cela reviendrait à interférer dans les affaires internes de Colombie», à «faire pression directement sur l'exercice de la volonté populaire» et à «altérer la pureté de l'actuel processus électoral».

Et ils soulignaient : «Il s'agit d'une question qui a été soumise au vote et qui acquiert la qualité d'une affaire strictement politique, qui doit être tranchée de façon souveraine par les Colombiens dans les urnes, sans interférence étrangère d'aucune sorte».

Le Vatican a rejeté la tentative du gouvernement Santos et des Farc de compromettre directement le pape François dans le processus d'élection des membres d'un «tribunal spécial de paix», que les terroristes voulaient mettre en place pour se faire blanchir de leurs crimes. Rome a fait savoir que se féliciter de la fin de la violence en Colombie était une chose, mais qu'utiliser le souverain pontife «dans un processus encore trop immature» en était une autre.

Le Vatican a très bien compris que l'affaire du «Tribunal spécial» était une aberration. Ce «tribunal» faisait déjà peur à tout le monde en Colombie. Le document de 297 pages, entre autres choses, structure le plus sérieusement du monde un appareil destiné à supplanter le pouvoir judiciaire ordinaire colombien. Cet appareil aura pour mission d'acquitter les criminels des Farc, d'un côté, et de juger ensuite toutes sortes de catégories et de groupes sociaux : des membres de l'armée, des entrepreneurs, des enseignants, des agriculteurs, des propriétaires terriens et des journalistes qui «menacent la mise en œuvre des accords et le renforcement de la paix».

Cette concession abracadabrante d'un « tribunal spécial de paix » jouissant de pouvoirs extraordinaires (par exemple celui de pouvoir rouvrir et revoir tous les procès antérieurs, y compris ceux dans lesquels les jugements ont déjà été prononcés, au mépris de l'autorité de la chose jugée), a déclenché son rejet par les milieux juridiques et une vague de panique chez les entrepreneurs : un bon nombre d'entre eux sont accusés (sans aucune preuve) par les Farc d'avoir dans le passé « aidé ou collaboré avec les paramilitaires ». Une liste des 51 premières entreprises, qui seront l'objet d'attention de ce « tribunal spécial », a même été mise en circulation.

Pourquoi la Colombie en est-elle arrivée à une telle situation ? Comment les Farc ont-elles réussi à avancer de la sorte ? Il faut comprendre que celles-ci ne sont pas simplement une guérilla. Ni même une narco-guérilla. Elles sont une organisation armée très soutenue au niveau international. Créée de toutes pièces par le Parti communiste colombien dans les années 1950 sous le contrôle direct de l'URSS, les Farc ont tenté de prendre le pouvoir par la violence sans jamais y arriver. Aujourd'hui les Farc, même après leurs propres échecs, et



Andres Pastrana

surtout après les échecs cuisants de Cuba et du Venezuela en tant que systèmes sociaux « alternatifs au capitalisme », continuent à être l'éperon d'un vaste mouvement continental qui tente de faire revivre dans le continent américain la lutte révolutionnaire à tout prix. Tous les actes, toutes les manœuvres politiques et

militaires des Farc doivent être analysés à la lumière d'un tel engagement.

Depuis les années 1950, ce mouvement, en utilisant son appareil légal, le PCC, a essayé de former des coalitions de type Front populaire avec des secteurs libéraux et conservateurs « avancés » pour tenter d'arriver au gouvernement par des élections. Mais il n'a jamais réussi. Malgré le fort soutien financier reçu de l'URSS, le PCC n'a jamais cessé d'être une minorité bien organisée, mais isolée et sectaire, mal vue par la population. Après l'effondrement de l'URSS, le PCC a failli disparaître par la défection de milliers de ses membres et les Farc ont décidé définitivement, à leur tour, de se financer par les kidnappings, les exploitations minières illégales et le trafic de drogue. Aujourd'hui, elles sont l'un des cartels de la drogue les plus puissants du continent. Au fil des décennies, la guerre d'agression déclenchée par les Farc à l'encontre de la Colombie a fait au moins 260 000 morts, 45 000 disparus et 6,8 millions de personnes déplacées. Cependant, les Farc n'ont pas réussi à sortir de leur impasse politique et militaire.

Avec l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez au Venezuela en 1999, les Farc ont repensé leur stratégie. Elles ont cherché un nouveau moyen, plus insidieux et plus rapide, de

noyauter et de prendre le pouvoir en Colombie. L'idée fut d'utiliser une « négociation politique » avec le pouvoir central lui promettant un pacte pour obtenir la « fin du conflit ». Il s'agissait, en fait, de faire approuver par le président Santos des transformations institutionnelles de fond, calculées pour ouvrir des avenues idéologiques et politiques aux objectifs des Farc et de leurs appareils de soutien politique. Elles entendent ainsi arriver à la construction d'une « nouvelle Colombie » où régnerait la « justice sociale ».

Cette tactique du « dialogue de paix » avait donné de bons résultats dans le passé, lorsque le gouvernement du président conservateur Andres Pastrana avait accepté de négocier avec les Farc pendant plus de trois ans (de novembre 1998 à février 2002). Durant cette période, le gouvernement avait permis aux Farc de contrôler une zone démilitarisée de 42 000 km², grande comme la Suisse. Dans les négociations, les Farc demandèrent donc le « changement des structures ». Beaucoup de concessions importantes ont été faites par Pastrana, mais le processus a échoué en raison de l'intransigeance des Farc et des violences qu'elles ont continué de commettre dans tout le pays.

La tactique des « négociations de paix » avait été également expérimentée, et avec succès, pendant le gouvernement du conservateur « progressiste » Belisario Betancur (1982-1986). Au cours de ces pourparlers, les guérilleros se renforcèrent. Tout cela avait abouti à une tentative de coup d'État par une guérilla castriste urbaine et rurale, le M-19, qui prit d'assaut le Palais de Justice de Bogota et prit en otage plus de 250 magistrats et employés, les 6 et 7 novembre 1985. Le plan terroriste, qui avait été financé par Pablo Escobar, le chef du cartel de Medellin, fut défait par l'armée. Pendant le gouvernement de César Gaviria (1990-1994), le M-19 a été amnistié et tous ses crimes sont restés impunis. Le parti, qui a été fondé par les anciens terroristes, a tenté de commander l'extrême gauche, avec des résultats mitigés. En ce qui concerne les chefs des partis « bourgeois », le libéral et le conservateur, ils n'ont jamais tiré les bonnes leçons de ces « processus de paix », et l'idée de reprendre les « négociations au milieu du conflit » a continué d'être la boussole de tous les présidents. Ce qui a favorisé le renforcement des guérillas communistes et de leurs adversaires illégaux, les paramilitaires d'extrême droite.

Seule exception à cette orientation : les deux gouvernements du président libéral Alvaro Uribe (2002-2010), qui a exigé de la guérilla et des paramilitaires (AUC) qu'ils cessent leurs activités armées pour pouvoir participer à des négociations de paix. Les Farc ont rejeté la proposition et l'armée et la police ont réussi à les déloger de vastes régions et à les pousser à se cacher dans les jungles. La plupart de leurs chefs ont été tués, emprisonnés, ou obligés de trouver refuge au Venezuela et en Équateur. Les paramilitaires, quant à eux, ont accepté les conditions et, après quatre ans de négociations, 35 213 d'entre eux ont été démobilisés et 960 ont été arrêtés au cours de cette période.

Le 13 mai 2008, les 14 chefs des AUC ont été déportés aux États-Unis par ordre du président Uribe pour avoir violé les engagements qu'ils avaient signés en juillet 2003. Par la suite,

l'armée libérera, par une opération d'une grande audace au Guaviare le 2 juillet 2008, les 15 otages « politiques » des Farc, dont Ingrid Betancourt. Sans ces otages, le moyen pour les Farc de faire pression sur Uribe pour le forcer à chercher une « solution politique » était anéanti. En décembre 2006, le nombre de guérilleros communistes qui avaient déserté les Farc et deux autres organisations de guérilla, l'ELN et l'ERG, atteignaient les 7 738.

Hélas, l'abandon du modèle de lutte contre-insurrectionnelle réussie d'Uribe par le gouvernement de Santos en 2010 et l'ouverture immédiate des négociations ont permis aux Farc de sortir de leur impasse. Elles ont multiplié par deux leurs cultures de drogues et leurs exportations de cocaïne. Elles ont augmenté leurs attaques et leurs embuscades, leurs recrutements d'enfants, leurs enlèvements et leurs autres atrocités.

Cependant, la plus grande réussite des Farc concerne, à présent, la sphère politique: il s'agit de ce qu'elles ont obtenu dans les négociations avec Santos à Cuba. Ainsi le président Santos a exigé des citoyens colombiens qu'ils approuvent, comme s'il s'agissait de la chose la plus naturelle du monde, par un plébiscite irrégulier (Santos a formulé la question à laquelle les Colombiens devront répondre par OUI ou par NON sans faire allusion aux accords de paix, en violant le cadre fixé par la Cour Constitutionnelle), ce qui suit:

1. que dans la période du « post-conflit », aucun des dirigeants des Farc ne paiera par un seul jour de prison ses délits, y compris crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Une fois la paix signée, ces dirigeants « paieront » leurs crimes en accomplissant du « travail social » dans les zones rurales: par exemple en réparant une porcherie ou en aidant des paysans à planter du maïs, et ceci en toute liberté;
2. les Farc ne livreront pas leurs armes. Elles disent qu'elles les « abandonneront », mais elles refusent qu'il y ait des témoins à cette opération, laquelle pourra durer plus de six mois (en fait, elles vont cacher leurs arsenaux pour les réutiliser si le processus prend un cours risquant de leur être défavorable);
3. les chefs et les membres des Farc pourront participer à la vie politique: ils pourront élire et se faire élire à de nombreux postes (maires, gouverneurs, président de la République). Ils pourront être élus au Congrès (Sénat et Chambre des représentants) et créer ou faire partie de partis politiques légaux. L'accord stipule que les Farc auront le droit d'occuper, sans même passer par des élections, cinq postes au Sénat et cinq postes à la Chambre des représentants, et 16 autres, pour arriver à 26 congressistes au total;
4. les Farc n'indemniseront pas leurs victimes. Elles disent qu'elles n'ont pas d'argent, que les réparations matérielles seront payées par le trésor national. Santos reprend cette affirmation selon laquelle les Farc n'auraient pas d'argent. Mais des responsables colombiens et le magazine britannique *The Economist* affirment que les Farc ont un trésor de guerre de 33 milliards de dollars, provenant des exploitations minières illégales, des enlèvements, des

extorsions et du trafic de drogue. Ils ajoutent que la majeure partie de cet argent est cachée dans des pays comme le Venezuela, le Costa Rica, l'Équateur et le Panama^[4];

5. l'État colombien versera 620 000 pesos (187,95 €) par mois à chaque guérillero démobilisé pendant deux ans (le salaire minimum en Colombie est de 644 350 pesos, soit 195,33 €). En plus, chaque guérillero recevra 2 millions de pesos (606,29 €) en une fois et 8 millions de pesos (2 425,16 €) « pour des projets ». Au total : 24 880 000 pesos (7 542,24 €). Le parti que constitueraient les Farc recevra, chaque année et pendant dix ans, 10% du budget annuel accordé par l'État pour le fonctionnement des partis politiques dans le pays;

6. on doit en plus gober la théorie incroyable selon laquelle le trafic de drogue devrait être considéré comme un délit politique (« délit connexe au délit politique »), et donc que ce trafic pratiqué par les Farc ne serait passible ni de prison ni d'extradition aux États-Unis. Or le trafic de drogue a financé des milliers d'assassinats, d'embuscades et de massacres en Colombie;

7. les membres des Farc « s'engagent à lutter contre le trafic de drogue », après le conflit. Pourtant, ils ne sont pas prêts à livrer leurs biens et les terres usurpées aux paysans, ni à rendre leurs réseaux de trafic, ni leurs laboratoires, ni leurs narcodollars;

8. chaque criminel des Farc peut échapper à la justice : il suffit d'utiliser le mécanisme consistant simplement à reconnaître qu'il est responsable des crimes qui lui sont reprochés;

9. le budget de la force publique colombienne (Forces armées et Police nationale) sera réduit et la doctrine militaire modifiée. Les anciens commandants de l'armée seront soumis à la « justice transitionnelle » et au « tribunal spécial de paix », où il y aura des juges nommés indirectement par les Farc. Les militaires devront admettre des crimes qu'ils n'ont pas commis pour être jugés par cette « justice transitionnelle ». L'armée est ramenée ainsi au même niveau que les terroristes qui ont attaqué la société et l'État;

10. une fois la paix signée, les Farc vont se voir attribuer des locaux et des équipes techniques pour monter une chaîne de télévision, un quotidien et 31 stations de radio, pour pouvoir diffuser leur propagande;

11. les Farc recevront des zones entières du territoire national, avec leur population, pour les utiliser à leur guise. Ces zones prévues pour un tel plan coïncident avec les lieux de production de coca et les endroits où les Farc ont imposé leur joug aux paysans. D'autre part, les soi-disant « zones de concentration » des troupes des Farc, dessinées à Cuba, pour la phase de transition, seront au nombre de 30. Elles seront démilitarisées. Il n'y aura ni policiers ni militaires de la République. Les guérilleros auront sur ces terres le statut de « gendarmes »;

12. par le biais de « comités populaires », les Farc pourront « régler la production de

4. <http://www.colombia.com/actualidad/especiales/dialogos-de-paz/noticias/sdi282/135169/the-economist-informa-que-las-farc-tienen-33-billones-de-dolares>

l'information» en Colombie. Elles visent ainsi à exercer un « contrôle social et populaire sur les médias ». Elles ne veulent pas de presse libre et de journalistes indépendants, mais veulent imposer une « nouvelle politique de l'information et de la communication » ;

13. dans la période de « post-conflit », les Farc organiseront, avec le soutien de l'État, des formes de « contrôle ouvrier » dans chaque entreprise, dans chaque bureau, dans chaque propriété agricole. De mystérieux « comités populaires » co-dirigeront l'agriculture, l'industrie et le commerce colombien.

Une grande partie de la population voit tout cela avec horreur. Car le caractère totalitaire de ces accords de paix est évident. Ce qui alarme le plus les Colombiens est l'attitude obstinée du gouvernement de Santos qui accepte sans broncher ces mesures qui détruiront à terme le système libéral et pluraliste du pays. Au cours des négociations, les sondages ont montré, à plusieurs reprises, que 78 % de la population rejetait les concessions faites aux Farc. Le 2 avril 2016, d'énormes manifestations contre les Farc et contre ces concessions ont déferlé dans 25 villes de Colombie. Cependant, Santos a persisté dans sa ligne de capitulations.

Pire, Santos et les Farc ont décidé que le texte de 297 pages fera partie, dorénavant, du bloc de constitutionnalité colombien. C'est-à-dire que la Colombie aura une Constitution contradictoire et inextricable où coexisteront la Constitution social-libérale actuelle de 1991 et le texte communiste rédigé à La Havane. Tout cela sans examen préalable et approbation du Parlement, ni approbation ou rejet des Colombiens. Santos et les Farc se sont mis d'accord pour établir que ces changements extrêmes seront « intangibles », ce qui signifie qu'aucun autre gouvernement ne pourra abroger ou modifier cette « Constitution ». Tel est le cœur même de l'« acte législatif pour la paix ». Santos, finalement, a demandé au Congrès, et celui-ci a obtempéré, qu'il lui attribue les pouvoirs spéciaux afin de mener par décret la « phase finale du processus de paix ». Pour l'opposition, et pour le Procureur général de la République, Alejandro Ordonez –qui vient précisément d'être limogé par le Conseil d'État sous la pression de Santos–, l'officialisation de ce document de 297 pages équivalait à une abrogation illégale de la Constitution, à une sorte de coup d'État qui ouvrirait la porte à une narco-dictature en Colombie.

La réponse du sénateur Alvaro Uribe et du Centre démocratique à tout cela a été de créer un mouvement national de « résistance civile » contre la tournure aberrante que prenait ce processus. Devant le plébiscite, le CD a appelé à voter NON. En réponse à cela, Santos a menacé tout le monde, jouant ainsi le rôle de messenger des Farc. Il a prophétisé que si le peuple rejetait les « accords », elles allaient lancer une nouvelle guerre contre le pays et qu'elles frapperaient même « dans le cœur des villes ».

Santos a présenté cette menace non comme un défi inouï lancé à la Colombie par les Farcs, mais comme leur réaction légitime en cas de désaveu des Colombiens. Il n'a pas

riposté aux Farc en disant que ce chantage était inadmissible et que les forces armées allaient défendre le pays. Pour lui, si l'on en croit le ton utilisé, la seule alternative pour les Colombiens était de se plier aux exigences des Farc. L'émotion et la sidération populaires face à leur chantage, véhiculé par le chef de l'État lui-même, ont gagné en intensité. La mobilisation en faveur du NON a grandi et il l'a emporté sur le fil. Le Centre démocratique a demandé que les négociations soient reprises en corrigeant les erreurs et en modifiant la dangereuse orientation des accords.